

Sommet national sur le carbone intrinsèque 2025 du CBDCA

10 juin 2026



Résidence Brock Commons Tallwood House, UBC
Crédit photo : Université de la Colombie-Britannique

En juin 2025, le Conseil du bâtiment durable du Canada (CBDCA) a réuni de nouveau un groupe de leaders de l'industrie dans le cadre de son Sommet national sur le carbone intrinsèque, dans le but de déterminer comment faire progresser les efforts à l'échelle nationale pour réduire le carbone intrinsèque dans les bâtiments.

L'objectif de cet événement était de poursuivre le travail amorcé lors du premier sommet. En juin 2024, à la demande de l'industrie, le CBDCA avait rassemblé 60 experts du carbone intrinsèque afin de cerner les lacunes et les obstacles à la réduction du carbone intrinsèque dans les bâtiments, et de proposer des pistes pour une approche nationale afin d'y remédier. Les conclusions ont été publiées dans le rapport [*Réduire le carbone intrinsèque dans les bâtiments canadiens*](#).

À la suite de ce rapport, les membres du CBDCA se sont engagés à se réunir de nouveau afin de discuter des progrès réalisés et de faire avancer les priorités et les actions. L'objectif du deuxième sommet était de déterminer les prochaines étapes et les jalons, de proposer l'attribution des responsabilités et d'établir des cadres d'intervention. **Le présent compte rendu résume les principales conclusions de cette journée.**

Tracer la voie à suivre

L'objectif: Établir une approche coordonnée et conçue au Canada“ pour réduire le carbone intrinsèque dans la construction de bâtiments.

Le Sommet national sur le carbone intrinsèque de 2025 a réuni 80 experts afin de poursuivre l'élaboration d'une feuille de route pour la réduction du carbone intrinsèque. Les participants représentaient tous les ordres de gouvernement, ainsi que des professionnels issus des milieux universitaire et de l'enseignement, de la conception et du développement, des sociétés d'État et d'organismes sans but lucratif. Le groupe comptait également des constructeurs, des entrepreneurs, des promoteurs, des fabricants, des fournisseurs de logiciels, des propriétaires immobiliers, ainsi que des représentants d'associations industrielles, professionnelles et sectorielles.

Les discussions ont porté sur les prochaines étapes et les jalons, les responsabilités potentielles, les besoins en financement, ainsi que sur la résilience politique. Le présent résumé met en lumière les points clés soulevés et propose également des prochaines étapes possibles afin de soutenir les progrès continus dans l'avancement de cette priorité, malgré l'absence d'un plan formel ou d'un organisme de coordination.

Où concentrer nos efforts?

À la suite du sommet de 2024, le rapport *Réduire le carbone intrinsèque dans les bâtiments canadiens* a identifié sept domaines prioritaires jugés essentiels, qui ont été discutés lors de l'événement de 2025. Les responsables de chaque thème ont ensuite travaillé de façon

indépendante afin d'affiner et de résumer des orientations pour les prochaines étapes, y compris la création possible de groupes de travail. Les résultats sont présentés ci-dessous, avec des pistes d'actions potentielles.

Sommet sur le carbone intrinsèque 2025

1. Quelles sont les conditions nécessaires pour établir une base de données nationale des résultats d'analyse du cycle de vie du bâtiment (ACV du bâtiment – ACVb)?
2. Comment assurer l'harmonisation des outils logiciels d'ACVb en ce qui concerne les hypothèses de modélisation par défaut et les données pertinentes, afin d'obtenir des résultats cohérents et comparables?
3. Que faut-il pour mettre en œuvre un cadre harmonisé d'ACVb au Canada?
4. Le carbone intrinsèque dans le Code national du bâtiment : quelle orientation pouvons-nous fournir et comment répondre aux objections à son adoption?
5. Comment faciliter la collecte et l'utilisation de données de coûts pour les matériaux, produits et conceptions à faible empreinte carbone?
6. Comment accroître de manière proactive la sensibilisation et la compréhension parmi les intervenants de l'industrie, non seulement quant à l'importance du carbone intrinsèque, mais aussi au fait que des solutions sont réalisables?
7. Comment s'assurer que tous les professionnels concernés disposent des connaissances, de la clarté des rôles et responsabilités, ainsi que des ressources nécessaires pour réduire le carbone intrinsèque?
8. Thème libre : réflexion prospective (« vision d'avenir ») sur d'autres enjeux critiques non abordés ci-dessus.

Il convient de noter que les participants au sommet ont souligné l'importance d'assurer une « résilience politique » dans l'élaboration des systèmes et des programmes, afin qu'ils puissent résister aux changements de politiques et continuer à progresser vers leurs objectifs, même si le soutien d'un ordre de gouvernement venait à disparaître. Nous encourageons les acteurs qui œuvrent à la réduction du carbone intrinsèque à viser un large appui de l'industrie.

1. Quelles sont les conditions nécessaires pour établir une base de données nationale des résultats d'analyse du cycle de vie de l'ensemble du bâtiment (ACVeb)?

On observe un fort intérêt pour la mise en place d'un répertoire centralisé et accessible de résultats d'ACVeb comparables, afin de soutenir l'étalonnage et l'établissement de cibles. Parmi les éléments clés à considérer figurent la gouvernance, la protection des renseignements, l'accès, les exigences, les besoins des utilisateurs, le financement et le soutien – autant de facteurs constituant actuellement un obstacle important à la compréhension des résultats liés au carbone intrinsèque.

Les discussions ont permis de conclure qu'une base de données centralisée des résultats d'ACVeb pourrait :

- offrir un tableau de bord permettant de visualiser et d'analyser les données à l'échelle des projets, des portefeuilles, ainsi qu'aux niveaux régional, provincial et national;

- proposer un accès par utilisateur, incluant une base de données anonymisée accessible au public;
- permettre une certaine flexibilité pour répondre aux exigences des politiques régionales, tout en intégrant des fonctionnalités permettant de recalibrer les données selon des hypothèses et des périmètres harmonisés afin d'assurer la comparabilité pour l'étalonnage interrégional;
- effectuer des contrôles d'assurance et de qualité automatisés afin d'identifier les valeurs extrêmes;
- inclure les données brutes sur les nomenclatures de matériaux et le potentiel de réchauffement climatique (PRC), provenant des outils couramment utilisés pour l'évaluation du carbone intrinsèque et les ACVeb, ainsi que les métadonnées des projets.

Prochaines étapes potentielles

Le gouvernement du Canada travaille en collaboration avec la Ville de Vancouver à l'approvisionnement d'un outil numérique visant à soutenir le suivi et l'évaluation de l'analyse du cycle de vie de l'ensemble du bâtiment (ACVeb), ainsi que la déclaration du carbone intrinsèque propre aux matériaux. Une demande conjointe de propositions est prévue pour le printemps 2026. La participation de l'industrie sera sollicitée, notamment par la mise sur pied d'un comité consultatif technique.

2. Comment assurer l'harmonisation des outils d'ACVeb en ce qui concerne les hypothèses de modélisation par défaut et les données pertinentes, afin d'obtenir des résultats cohérents et comparables?

Des préoccupations persistent quant au manque de cohérence entre les outils d'ACVeb et les bases de données d'inventaire du cycle de vie (ICV) et de déclarations environnementales de produits (DEP) qui les soutiennent. L'objectif est que les outils produisent des résultats comparables, alignés sur un cadre national d'ACVeb, et qu'ils soient appuyés par des données à jour et adaptées aux réalités régionales. Le Sommet sur le carbone intrinsèque de 2024 avait déjà souligné la nécessité pour les outils d'évaluer et de comparer de manière cohérente les différents produits et méthodes, et un intérêt marqué demeure pour répondre à ce besoin.

Les participants ont identifié trois étapes clés :

1. Harmonisation des lignes directrices et des normes qui encadrent les outils d'ACVeb et de carbone intrinsèque. Parmi les documents actuels et à venir :
 - Lignes directrices nationales pour l'analyse du cycle de vie des bâtiments du CNRC (2022) <https://publications.gc.ca/site/fra/9.908801/publication.html>

- Guide du praticien pour l'analyse du cycle de vie des bâtiments du CNRC (2024) <https://nrc-publications.canada.ca/fra/voir/objet/?id=533906ca-65eb-4118-865d-855030d91ef2>
 - Norme ASHRAE/ICC 240P – Quantification des émissions de gaz à effet de serre sur le cycle de vie des bâtiments (deuxième période de commentaires du public terminée en juillet 2025)
 - RESNET 1550 – Carbone intrinsèque (conçue pour les bâtiments résidentiels, principalement les bâtiments de la partie 9, couvrant des maisons unifamiliales jusqu'à environ 6 étages) – approuvée en mars 2026
2. Harmonisation de la définition de référence des matériaux (PRP A1-A3), en s'appuyant sur les DEP moyennes de l'industrie les plus récentes, par catégorie de matériaux, telles que définies dans le rapport *Carbon Leadership Forum Material Baselines for North America 2025*. <https://carbonleadershipforum.org/2025-clf-north-american-material-baselines/>
 3. Élaboration d'hypothèses nationales de modélisation par défaut, utilisées par tous les fournisseurs d'outils pour les éléments suivants :
 - A4 – PRP lié aux modes de transport
 - A4 – distances et modes de transport par défaut, selon les catégories de matériaux
 - A5 – A5.3 – pourcentage de déchets de construction par catégorie de matériaux
 - B4 – durée de vie utile par catégorie de matériaux
 - C1 à C4 – fin de vie par catégorie de matériaux (potentiellement)
 - D (potentiellement)

Prochaines étapes potentielles

Le rapport [Embodied Carbon Software Tool Database Comparison](#), élaboré par Priopta et financé par le Conseil national de recherches du Canada (CNRC), a été publié le 17 février 2026. L'étude analyse et compare les données et les hypothèses de modélisation de plusieurs outils, dont One Click LCA, Athena, Tally, EC3 et BEAM. Elle examine notamment les valeurs de potentiel de réchauffement climatique (PRC) (A1-A3) ainsi que les hypothèses par défaut des différentes étapes du cycle de vie (A4, A5, B3, C1-C4) pour un large éventail de catégories de matériaux.

Un projet de recherche de suivi est envisagé afin de poursuivre l'harmonisation des données de référence des matériaux et des hypothèses nationales par défaut des étapes du cycle de vie (A4, A5, B4, C1-C4) entre tous les outils. Le financement et le leadership restent à déterminer, mais ce projet prévoirait la mise en place d'un groupe de travail réunissant un responsable de recherche, des fournisseurs d'outils, des représentants du gouvernement du Canada et d'autres experts du domaine.

3. Que faut-il pour mettre en œuvre un cadre harmonisé d'analyse du cycle de vie du bâtiment (ACVeb) au Canada?

Des progrès importants ont été réalisés grâce aux recommandations du projet ECHO et au *Guide du praticien pour l'analyse du cycle de vie du bâtiment* du CNRC, qui traitent des indicateurs, des méthodologies et des définitions. L'accent est désormais mis sur l'adoption, la mise à jour coordonnée et l'harmonisation des pratiques de déclaration.

Il a été reconnu que trois objectifs sont essentiels à la mise en place d'un cadre harmonisé d'ACVeb au Canada :

1. Harmonisation des politiques et échange d'information

Des travaux considérables ont déjà été réalisés pour analyser et favoriser l'harmonisation des politiques et des exigences de déclaration en matière d'ACVeb. Toutefois, pour demeurer pertinents et utiles, ces efforts doivent s'appuyer sur des échanges continus et des mises à jour régulières. Deux pistes ont été proposées :

- La création d'une plateforme nationale d'échange trimestrielle, ouverte à toute administration mettant en place des exigences de déclaration du carbone intrinsèque. Cette plateforme pourrait s'inspirer d'initiatives existantes, comme celle du Carbon Leadership Forum (CLF) en Colombie-Britannique, qui réunit municipalités et universités, et permettrait de soutenir un dialogue continu sur le sujet.
- La mise sur pied d'un groupe de travail chargé d'élaborer un ensemble de politiques prêt à être adopté au Canada, similaire à la trousse d'outils politiques développée par le CLF aux États-Unis. Il a été proposé de veiller à l'utilisation du *Guide du praticien pour l'ACVeb* du CNRC afin d'assurer une cohérence dans la déclaration. Il a également été souligné que tout matériel produit devrait être clair, concis et visuellement attrayant : s'il n'est pas facile à adopter et bien adapté aux utilisateurs, il ne sera pas utilisé.

2. Élaboration d'une norme nationale unique pour l'ACVeb

Le lancement, en 2024, du *Guide du praticien pour l'ACVeb* du CNRC constitue une avancée majeure pour l'harmonisation des méthodologies au sein des équipes de projet canadiennes. Toutefois, en tant que guide, ce document ne constitue pas une norme pouvant être intégrée aux codes. Par ailleurs, d'autres méthodologies émergent sous forme de normes en développement, notamment celles d'ASHRAE et de RESNET (voir section 2).

Il a été suggéré de constituer un comité d'élaboration des normes afin de mettre en place une norme officielle d'ACVeb pour le Canada, possiblement en intégrant ou en adaptant des normes existantes. Pour assurer le succès de cette démarche, un large appui de l'industrie sera nécessaire, incluant les principales parties prenantes et organisations, afin de refléter adéquatement les besoins du secteur et d'éviter une opposition ultérieure.

3. Harmonisation des données de substitution pour soutenir le cadre

Les participants ont recommandé d'améliorer les estimations actuellement utilisées pour calculer les étapes A4, A5, B1 à B5 et C1 à C4, telles que présentées dans le *Guide du praticien pour l'ACVeb* du CNRC. Ils ont également indiqué la nécessité d'une entente sur les hypothèses de données pour les intérieurs ainsi que pour les systèmes mécaniques, électriques et de plomberie (MEP). Toutefois, il a été déterminé que cet objectif relève du thème abordé à la section précédente, soit l'harmonisation des bases de données et des outils d'ACVeb.

Prochaines étapes potentielles

1. Échange et harmonisation des politiques

Il est reconnu qu'une plateforme nationale d'échange continu doit être mise en place. De plus, un groupe de travail pourrait être constitué afin d'élaborer un ensemble de politiques prêtes à être adoptées par les administrations locales et les organisations. Le leadership reste toutefois à déterminer. Ce travail pourrait possiblement être soutenu par l'infrastructure des comités du CBDCA.

2. Soutenir l'élaboration d'une norme nationale du Canada pour l'ACVeb

La création d'une norme d'ACVeb est nécessaire pour appuyer l'intégration future de cibles de réduction des émissions intrinsèques dans le Code national du bâtiment ; un guide du praticien n'est pas suffisant à cette fin. Il a donc été proposé de mettre sur pied un comité technique officiel chargé d'élaborer une norme méthodologique pour l'ACVeb au Canada, en s'appuyant sur les travaux existants, notamment :

- Lignes directrices nationales pour l'analyse du cycle de vie des bâtiments du CNRC (2022)
- Guide du praticien pour l'ACVeb du CNRC (2024)
- La norme ASHRAE 240P (en cours d'élaboration)
- RESNET 1550
- En octobre 2025, le Groupe CSA (Association canadienne de normalisation) a d'ailleurs indiqué son intention de développer une telle norme.

4. Le carbone intrinsèque dans le Code national : quelle orientation pouvons-nous fournir et comment répondre aux objections à son adoption?

Le carbone intrinsèque devrait être intégré au Code national de 2030, mais une volonté se manifeste d'agir plus tôt, tout en reconnaissant la nécessité de répondre à la résistance de l'industrie. De plus, le sommet de 2024 a souligné que l'horizon 2030 pourrait être insuffisant pour réaliser des réductions à court terme. Il est donc essentiel de cerner les principales objections à l'intégration du carbone intrinsèque dans le Code et de mettre en place une stratégie cohérente pour y répondre et favoriser des changements rapides à grande échelle.

Le Comité des codes modèles nationaux sur l'atténuation des changements climatiques (Miti), relevant du Conseil canadien des codes du bâtiment harmonisés (CHCC), a été mis sur pied afin de faire progresser les modifications aux codes en matière d'efficacité énergétique et d'émissions de gaz à effet de serre (GES), conformément au plan de travail approuvé par le CCHCC. Parmi ses priorités, le comité Miti travaille à l'élaboration d'exigences visant à limiter les émissions excessives de GES intrinsèques dans les nouveaux bâtiments des parties 3 et 9.

Pour soutenir ces travaux, Miti a formé un groupe de travail sur les émissions de GES intrinsèques chargé de rédiger des propositions visant à intégrer des dispositions relatives au carbone intrinsèque dans les codes modèles nationaux.

Il a été souligné que les personnes intéressées peuvent participer à ces travaux à titre d'observateurs au sein du groupe de travail, du comité principal (Miti) et d'autres groupes d'élaboration des codes (p. ex. CCHCC), ainsi que dans le cadre de consultations publiques, d'examen publics des modifications proposées aux codes, etc.

Lors du sommet de 2025, les participants ont discuté de la création d'un réseau informel et ponctuel de contributeurs techniques afin de permettre une participation et des contributions plus larges. Ce groupe fonctionnerait sur une base souple et volontaire, en fournissant des travaux de recherche technique ciblés et des analyses de base pour appuyer l'élaboration du code, ainsi que pour contribuer à lever les obstacles liés aux coûts, à la cohérence et à la mise en œuvre.

Objectif immédiat

- Le moment du sommet coïncidait avec la période de consultation publique portant sur le document de positions stratégiques (version provisoire) du [Conseil canadien des codes du bâtiment harmonisés](#) (CCHCC), relatif à l'approche visant à traiter les émissions de gaz à effet de serre intrinsèques dans les nouvelles maisons et les nouveaux bâtiments dans les codes modèles nationaux.
- Ce document provisoire visait à présenter l'approche envisagée pour intégrer les émissions de GES intrinsèques dans les codes modèles nationaux et à soutenir l'élaboration des exigences techniques pour le cycle des codes de 2030. Les participants au sommet ont consacré une grande partie de leurs discussions à ce document, en coordonnant les messages dans le cadre des rétroactions soumises après l'événement.
- En décembre 2025, le CCHCC a publié la version finale du document [Phase 1 : positions stratégiques relatives aux émissions de GES intrinsèques](#), confirmant son intention de poursuivre l'intégration de mesures de réduction des émissions de GES intrinsèques dans le Code de 2030.

Prochaines étapes potentielles

La création d'un réseau technique informel et ponctuel — comparable dans son concept à une « équipe d'intervention rapide » — permettrait de fournir un soutien supplémentaire en matière de recherche et d'analyse liées aux émissions de GES intrinsèques.

Cette initiative viendrait compléter les travaux de recherche et le soutien technique déjà assurés par le Conseil national de recherches du Canada (CNRC), tout en renforçant la coordination au sein de l'écosystème élargi du carbone intrinsèque. L'objectif ne serait pas de dupliquer les travaux existants du CNRC, mais plutôt de favoriser la collaboration en mobilisant une expertise et des perspectives externes pouvant éclairer et consolider les fondements scientifiques et factuels qui soutiennent l'élaboration des codes.

5. Comment faciliter la collecte et l'utilisation de données de coûts pour les matériaux, produits et conceptions à faible empreinte carbone?

L'industrie ne dispose pas d'un cadre normalisé pour l'établissement des coûts des options à faible empreinte carbone, ce qui complique l'étalonnage et la comparaison des coûts. Il est nécessaire d'améliorer les gabarits de demande de propositions et d'appel d'offres, ainsi que de développer des outils partagés éclairés par l'expertise des estimateurs de coûts. Des recherches récentes indiquent que plusieurs matériaux à faible teneur en carbone sont disponibles à des coûts comparables aux options conventionnelles, et que des gains d'efficacité en conception peuvent également contribuer à réduire les coûts globaux des projets.

Le récent rapport de Clean Energy Canada, [*Building Toward Low Cost and Carbon*](#) (avril 2025), a mis en évidence des augmentations de coûts nulles ou négligeables pour les matériaux à faible teneur en carbone. Toutefois, des travaux supplémentaires sont nécessaires afin de démontrer ces constats dans différentes régions et pour divers types de bâtiments.

Reconnaissant que l'industrie manque de données publiques suffisantes pour bien évaluer les coûts associés à la construction à faible empreinte carbone, les discussions ont porté sur des idées visant à permettre une estimation précise des coûts liés à la performance carbone à l'échelle des projets, notamment par l'intégration de données carbone dans les processus d'appel d'offres et dans les analyses du cycle de vie de l'ensemble du bâtiment (ACVeb). Le partage de ces données est essentiel.

Par ailleurs, les échanges ont également souligné que tout coût potentiel pourrait être réduit en intégrant l'optimisation du carbone intrinsèque dès les premières étapes du cycle de projet, en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes clés. Les participants ont exploré différentes façons de mettre en œuvre cette approche.

Prochaines étapes potentielles

Les participants ont estimé que les idées et recommandations formulées pour aborder la question des données de coûts pourraient être confiées à un sous-comité relevant d'un groupe de travail plus large axé sur la sensibilisation de l'industrie.

De plus, certains groupes existants axés sur les achats responsables (p. ex., **Approvisionnement écologique : Acheteurs pour l'action climatique**) pourraient intégrer la question des coûts associés au carbone (intrinsèque) dans leur mandat.

Un intérêt a également été exprimé pour le développement d'outils concrets, tels que des gabarits de budget de projet et des libellés types pour les demandes de propositions. Toutefois, leur élaboration pourrait nécessiter un financement supplémentaire.

6. Comment accroître de manière proactive la sensibilisation et la compréhension parmi les intervenants de l'industrie, non seulement quant à l'importance du carbone intrinsèque, mais aussi au fait que des solutions sont réalisables.

Un manque de sensibilisation et de compréhension quant à l'importance et à la faisabilité des réductions du carbone intrinsèque persiste chez certains intervenants. Comment intensifier le partage des connaissances et accroître la sensibilisation et la compréhension auprès des différents groupes d'intérêt? Il est nécessaire de développer un argumentaire économique cohérent ainsi qu'une source d'information centralisée.

Deux types de besoins ont été identifiés :

1. Soutenir les acteurs déjà engagés dans la réduction du carbone intrinsèque

Comme première étape, on souhaite trouver un moyen de rassembler les acteurs du secteur du carbone intrinsèque, en l'absence d'un organisme national dédié à cet enjeu. Une approche initiale pourrait consister à tester certaines pratiques exemplaires utilisées ailleurs, par exemple :

l'organisation d'un appel national trimestriel d'échange, inspiré de ceux du Carbon Leadership Forum (CLF) aux États-Unis, où les organisations pourraient soumettre leur candidature pour présenter une mise à jour de trois minutes; ou, à l'instar des rencontres d'échange sur le carbone intrinsèque du CLF en Colombie-Britannique, la tenue de séances en sous-groupes portant sur des thématiques spécifiques.

Un résumé de ces échanges pourrait être diffusé sous forme d'infolettre trimestrielle à toutes les parties intéressées souhaitant rester engagées sur les enjeux liés au carbone intrinsèque.

2. Élargir la sensibilisation à l'ensemble de l'industrie

Il est nécessaire de mobiliser l'ensemble du secteur, au-delà des intervenants déjà engagés sur la question du carbone intrinsèque. Le Programme de formation sur la réduction des émissions de carbone pourrait servir de modèle.

Par ailleurs, il importe d'explorer comment aborder le carbone intrinsèque en complément du carbone opérationnel, plutôt que de traiter ces enjeux de manière isolée.

Prochaines étapes potentielles

Les organisations susceptibles d'accueillir ces échanges sectoriels sont encouragées à envisager des possibilités dans le cadre de leurs cycles de planification.

À cet égard, le CBDCA s'engage à organiser un troisième Sommet national sur le carbone intrinsèque à Montréal, en juin 2026, afin de poursuivre le dialogue à l'échelle nationale sur ces enjeux.

7. Comment s'assurer que tous les professionnels concernés disposent des connaissances, de la clarté des rôles et responsabilités, ainsi que des ressources nécessaires pour réduire le carbone intrinsèque.

À l'échelle de l'ensemble de l'industrie, on observe une pénurie de professionnels possédant les compétences nécessaires pour mettre en œuvre des stratégies de réduction du carbone intrinsèque. De plus, il est essentiel de renforcer l'expertise technique liée à la réalisation d'analyses du cycle de vie de l'ensemble du bâtiment (ACVeb). Des programmes de formation normalisés à l'échelle nationale, ainsi que des mécanismes de reconnaissance professionnelle potentiels, sont nécessaires, en s'appuyant sur des initiatives existantes telles que la série de microcertifications du BCIT.

Une formation adéquate et harmonisée est essentielle, mais particulièrement complexe à concevoir. La mise en place d'un programme complet de formation, de reconnaissance professionnelle et de développement des compétences représente un objectif ambitieux. Les participants au sommet ont exprimé le souhait que l'industrie soit prête à soutenir la réduction du carbone intrinsèque, tout en reconnaissant qu'il faut éviter d'imposer un fardeau excessif aux praticiens en matière de formation (en termes de coûts et de temps). Il a également été reconnu qu'il existe des distinctions importantes entre la formation universitaire, le développement des compétences professionnelles, la mise à jour des connaissances en formation continue, la reconnaissance professionnelle (certification) et la formation professionnelle spécialisée (métiers). De plus, les responsabilités professionnelles sont distinctes des activités de développement professionnel continu.

Enfin, lorsque du matériel de formation est élaboré, les enjeux liés à la propriété intellectuelle doivent être pris en compte. Bien qu'il y ait un intérêt pour une certaine uniformité à l'échelle nationale, le partage de contenu entre organismes de formation comporte aussi des défis.

Prochaines étapes potentielles

Il existe un intérêt pour l'élaboration de programmes d'études normalisés et leur intégration dans les processus de développement professionnel. À terme, ces initiatives pourraient servir de base à un programme de reconnaissance professionnelle plus vaste. Toutefois, les coûts et les efforts requis pour y parvenir sont importants.

De plus, il a été souligné que le gouvernement fédéral devrait développer du matériel de formation afin de soutenir l'intégration du carbone intrinsèque dans le Code de 2030. En conséquence, il a été recommandé de mettre cette initiative en pause pour le moment et de la réexaminer lors d'un prochain sommet.

8. Thème libre : réflexion prospective sur d'autres enjeux critiques non abordés ci-dessus.

La table « thème libre » a permis aux participants de soulever d'autres enjeux critiques qui n'avaient pas été abordés dans les discussions précédentes. Elle a agi comme un mécanisme essentiel pour cerner les priorités émergentes ou valider l'exhaustivité des sept autres thèmes. La question posée était la suivante : quels éléments importants pourraient manquer dans notre approche actuelle ?

Les participants ont mis en lumière un large éventail de sujets, notamment l'intégration des principes de l'économie circulaire, l'élargissement des indicateurs, la prise en compte d'intérêts divergents (par exemple la résilience et la durabilité), l'importance de la collecte de données telles que construites, ainsi que l'incitation à des modèles d'approvisionnement favorisant de meilleures performances carbone. Par ailleurs, la notion d'élaborer des programmes « résilients sur le plan politique » a également été soulignée.

Prochaines étapes potentielles

Bien qu'aucune mesure précise n'ait été définie à l'issue des discussions de cette table « thème libre », un large éventail d'idées et de concepts a été exploré et ne devrait pas être négligé dans les travaux futurs. Il importe particulièrement de reconnaître l'intérêt marqué pour les efforts de réduction du carbone intrinsèque et de tirer parti des réseaux existants, notamment ceux mis en place par les pôles régionaux (Regional Hubs) du Carbon Leadership Forum (CLF).

Merci

Le CBDCA remercie tous les commanditaires, le comité organisateur et les participants, dont la participation enthousiaste a contribué au succès de l'événement. Les représentants de l'industrie qui souhaitent discuter plus en détail des résultats de l'événement sont invités à communiquer avec le CBDCA à l'adresse info@cagbc.org.

Commanditaires



PROVENCHER_ROY

Commanditaire en nature (facilitation)



Comité de planification

- Anthony Pak, Priopta
- Ben Amor, NRC
- Colleen Loader, CBDCA
- Heather Knudsen, NRC
- Kelly Alvarez Doran, Ha/f Climate Design
- Laura Husak, Logement, Infrastructures et Collectivités Canada
- Natalie Douglas, Zero Emissions Innovation Centre (ZEIC) – Facilitator
- Paul Steenhof, CSA
- Ryan Zizzo, Mantle Developments
- Ryley Picken, Secrétariat du Conseil du Trésor
- Stephanie Dalo, CLF BC
- Zahra Teshnizi, Ville de Vancouver

Responsables/co-responsables de table supplémentaires:

- Bronwyn McIlroy-Young, Logement, Infrastructures et Collectivités Canada
- Forest Borch, City of Vancouver
- Guillaume Martel, Provencher_Roy
- Ryan Heays, CBDCA





Participants

Organisation	Nom	Poste
Advicas	Charlie Kesteloo	Directeur principal
aedify	Brenda Martens	Directrice principale
Arup	Li-Anne Sayegh	Ingénieure principale en développement durable
Athena Institute	Jennifer O'Connor	Présidente
BC Office of Mass Timber Implementation	Kika Mueller	Analyste principale des politiques
BCFII	Brad Doff	Responsable principal de l'innovation et du développement durable
BCIT ZEB Learning Centre	Melissa Hamer	Cheffe de projet
Bosa Properties	Vincent Delfaud	Vice-président, Design et développement durable – Architecte DE
Builders for Climate Action	Mélanie Trottier	Analyste du carbone intrinsèque
Builders for Climate Action	Jacob Deva Racusin	Chercheur principal en carbone intrinsèque et développeur BEAM
Building Transparency	Don Davies	Directeur exécutif par intérim
C.Scale	Steph Carlisle	Responsable de la pratique de IACV
CBDCA	Diana Mokhallati	Vice-présidente de la croissance du marché
CBDCA	Colleen Loader	Directrice des solutions techniques
CBDCA	Ryan Heays	Examineur de certification II
CBDCA	Thomas Mueller	Président et chef de la direction
Conseil Canadien du Bois	Natasha Jeremic	Gestionnaire des codes et normes – Développement durable
Carbon Leadership Forum	Meghan Lewis	Directrice de programme
Carbon Wise	Elisabeth Baudinaud	Fondatrice et directrice principale
Cecobois	Gabrielle Pichette	Conseillère technique
Association Canadienne du Ciment	Rob Cooney	VP de l'innovation en construction
Chandos Construction	Audrina Lim	Directrice du bâtiment durable
CIMA+	Jason Packer	Directeur
ICCA	Chris Weckesser	Responsable des initiatives d'affaires
Ville de Nelson	Alex Leffelaar	Spécialiste des bâtiments à faibles émissions de carbone
Ville de Richmond	Marcos Alejandro Badra	Responsable de programme, économie circulaire
Ville de Toronto	Lisa King	Planificatrice principale des politiques, Division de l'urbanisme
Ville de Vancouver	Forest Borch	Planificateur, carbone intrinsèque
Ville de Vancouver	Zahra Teshnizi	Planificatrice principale du carbone intrinsèque

Clean Energy Canada	Jana Elbrecht	Conseiller principal en politiques publiques
CLF BC ZEIC	Stephanie Dalo	Gestionnaire de programme, CLF CB
Concert Properties	Cris Nitz	Gestionnaire, durabilité et climat
Concrete Ontario	Alen Keri	Directeur des services techniques
CSA Group	Paul Steenhof	Gestionnaire, Initiatives stratégiques – Secteur de l'environnement et de l'excellence commerciale
Daniels	Adam Molson	Vice Président
DIALOG	Stephanie Fargas	Associée et spécialiste des matériaux durables
EllisDon Corporation	Navisa Jain	Directrice, Climat et durabilité
Engineers & Geoscientists BC	Harshan Radhakrishnan, P.Eng.	Gestionnaire, Initiatives sur les changements climatiques et la durabilité
Entuitive	Oscar Valdes	Consultant principal en décarbonation
Evoke Buildings	Patrick Roppel	Spécialiste en science du bâtiment
FCM	Matthew Yarmon	Responsable du volet bâtiments / Ingénieur en énergie
Fengate Asset Management	Della Wang	Directrice, Investissement responsable
Footprint	Lyle Scott	Directeur principal
Glotman Simpson	Rory Roberts	Ingénieur de projet et directeur de la durabilité
Groupe AGÉCO	Rosalie St-Arnaud	Directrice des études économiques
Ha/f Climate Design	Rashmi Sirkar	Associée, Ha/f Climate Design
Heidelberg Materials	Shane Mulligan	Gestionnaire du marché de la durabilité
Logement, Infrastructures et Collectivités Canada	Bronwyn Mclroy-Young	Analyste des politiques
Logement, Infrastructures et Collectivités Canada	Laura Husak	Gestionnaire, Atténuation des GES
Introba	Jeremy Field	Associé
KIRKOR Architects & Planners CARBON COALITION	Lara Gumushdjan	Directrice de la durabilité Architecte
Lafarge Canada Inc	Matt Dalkie	Gestionnaire principal de la durabilité
Ledcor Construction Ltd.	Marsha Gentile	Directrice de la durabilité
Local Practice Architecture + Design	Michel Labrie	Directeur principal, Architecte AIBC
Mantle Developments	Ryan Zizzo	Fondateur et chef de la direction
Mattamy Homes	Mohammad Haque	Gestionnaire de la durabilité
CNRC	Heather Knudsen	Agente de recherche principale
CNRC	Jieying Jane Zhang	Agente de recherche principale, chef d'équipe, ACV en construction
One Click LCA	Raina Halabi	Consultante en ACV et FDES (DEP)
Perkins&Will	Amy Brander	Conseillère en conception régénératrice
Priopta	Anthony Pak	Directeur principal
Provencher_Roy Architect	Guillaume Martel	Architecte
Services publics et Approvisionnement Canada	George Strazicich	Ingénieur des structures régional

Purpose Building	Kamilia Vaneck	Directrice de la réalisation des projets
RDH Building Science Inc.	Torsten Ely	Associé, analyste principal en énergie et durabilité
REALPAC	Darryl Neate	Vice président de la durabilité
RGS Consultants	Iain MacFadyen	Propriétaire
RJC Engineers	Dominic Mattman	Chef du développement des ressources techniques
Institut royal d'architecture du Canada	Mona Lemoine	Directrice, sections de la Colombie-Britannique et du Yukon
Saint-Gobain CertainTeed Canada Inc.	Bob Hartogsveld	Spécialiste en science du bâtiment et des matériaux
Solterre Design	Joshua Stromberg	Architecte
Conseil canadien des normes	Arden Waugh	Analyste principale des politiques
Stantec	Ivan Lee	Ingénieur principal en science du bâtiment
Secrétariat du Conseil du Trésor	Ryley Picken	Analyste des politiques
Université de la Colombie-Britannique	Penny Martyn	Gestionnaire des bâtiments durables
UBC Wood Science	Haibo Feng	Professeur adjoint
Université de la Colombie-Britannique	Megan Badri	Gestionnaire de la recherche
Ville de Montréal	Joël Courchesne	Architecte
WSP	Michelle Christopherson	Responsable de la pratique du carbone intrinsèque
Zero Emissions Innovation Centre (ZEIC)	Natalie Douglas	Gestionnaire du programme ZEBx